

PRIVATISATION DE LA POSTE :

COMMUNIQUE DE RESISTANCE SOCIALE

Le processus d'ouverture de la Poste à la concurrence « libre et non faussée » et à sa privatisation qui va de pair, a débuté il y a des années.

Résultat : des fermetures massives de bureaux de Poste, l'embauche de personnel précaire, hors statut, qui représente maintenant 40 % du personnel, la dégradation du service pour les usagers, l'augmentation des tarifs.

La banalisation du Livret A votée, le gouvernement veut maintenant porter le coup de grâce à la Poste.

La transcription des 2 premières directives européennes a ouvert l'activité postale à la concurrence, à l'exception du courrier de moins de 50 g, le plus important financièrement, qui reste toujours sous monopole.

C'est l'objet de la 3^{ème} directive pour laquelle Bruxelles a rappelé à l'ordre plusieurs pays, dont la France, pour retard dans la transposition. Cette transposition, ultime étape avant la privatisation et le changement définitif de nature de la Poste, ne doit pas s'opérer.

Et qu'on ne nous dise pas que le « Président de l'Europe » est incapable de remettre en cause cette directive, d'exiger une clause d'opting out. Il s'agit de choix politique.

Résistance Sociale exige le maintien du monopole sur le courrier de moins de 50 grammes

Dans sa même logique ultra libérale, le gouvernement s'apprête à « ouvrir le capital », donc à opérer une privatisation, partielle dans un premier temps ; on se rappelle les promesses concernant France Telecom et EdF-GdF.

Il s'en suivrait de nouvelles fermetures de bureaux de Poste, des suppressions d'emplois par milliers, une nouvelle dégradation du service pour les usagers, de nouvelles augmentations de tarif

En pleine crise mondiale, le gouvernement s'obstine à privatiser, alors que les pays les plus libéraux nationalisent, certes les pertes, à coups de centaines de milliards (Etats Unis, Grande Bretagne...). Inacceptable

Résistance Sociale s'oppose à la privatisation de la Poste

Les Français sont attachés aux services publics, à LEUR Poste.

Résistance Sociale demande fermement au Président de la République d'abandonner ses projets de suppression du monopole et d'ouverture du capital.

**Résistance Sociale soutient la grève et les manifestations unitaires
du 23 septembre
contre la privatisation de la Poste
à l'appel des syndicats
CGT – CFDT – FO – Sud PTT - CFTC**

contact : Jean-Claude Chailley 06 64 68 15 25

Pour s'inscrire à notre liste de diffusion: contactsRESO-subscribe@yahoogroupes.fr

Pour débattre et participer aux activités de Résistance Sociale : infoRESO-subscribe@yahoogroupes.fr

Courriel : resistance.sociale@aliceadsl.fr

Site : www.resistancesociale.fr